

## **Le populisme à la française : la référence équivoque,**

Par Alexandre Dorna, Professeur d'Université en psychosociologie politique, Vice Président de l'Observatoire de la Démocratie

La France, contrairement à la vulgate idéologique, est un pays de fortes traditions populistes. La Révolution française est probablement un long processus de populisme larvé qui éclate au grand jour en 1789. Les jeunes leaders ont la marque du charisme. Les tentatives révolutionnaires successives répondent aux critères populistes. Et la figure de Napoléon répond parfaitement au modèle du populisme césariste, car, discuté, voire discutable, le populisme bonapartiste exprime la volonté – fictive ou réelle – d'une vision de cohésion sous la forme d'un Empire. C'est un désir de puissance et de pouvoir incarné par un grand homme, représentant le peuple. En droit romain, le César reste la voix du peuple, car il est investi d'une autorité tribunicienne. Ce qui fait dire à certains historiens qu'il s'agit d'une variante républicaine, parsemée de réformes en quête de modernité.

Napoléon III se présente aussi en sauveur de la République. Il fut élu président, au suffrage universel direct, à une immense majorité. C'est un coup de force électoral bien réussi, d'autant que la classe politique n'a pas vu venir sa propre mise à l'écart. Thiers considère que le nouveau président est un « crétin » manipulable. Lamennais le juge comme « une sorte d'idiot ». Broglie le dit « incapable ». Quant à Lamartine, sa croyance en la sagesse des élus et les équilibres du suffrage universel, le rendent aveugle. Le moment venu, l'histoire ne leur donnera pas raison.

La surprise demeura immense. Le personnage inquiète, mais attire, même ses adversaires. Sans se hâter, Louis Napoléon se drape dans les habits de l'homme providentiel. Une fois élu, Louis Bonaparte transforme rapidement son image, afin de se placer en rassembleur au-dessus des partis politiques, tout en se rapprochant de l'armée. Le 2 décembre 1851, il scelle la défaite des républicains. La voie royale est ré-ouverte. Et Louis Napoléon est là en sauveur, devant la faiblesse des républicains et l'impuissance des monarchistes. Plus tard, il se fait plébisciter. Il dit à ce propos : « le pays vient de m'absoudre. » Un peu plus tard : « La France ne veut ni le retour à l'Ancien Régime, quelle que soit la forme qui le déguise, ni l'essai d'utopies funestes et impraticables. C'est parce que je suis l'adversaire de l'un et de l'autre qu'elle a placé sa confiance en moi. » Curieusement, le futur empereur rétablit le suffrage universel et réaffirme ainsi, non seulement son attachement à l'idée républicaine, mais surtout aux liens directs entre un peuple et son gouvernant.

La psychologie de l'empereur reste une énigme. Certains attribuent à Napoléon III la formule suivante : *« Quel gouvernement que le mien ! L'impératrice est légitimiste ; Napoléon-Jerôme républicain ; Morny, orléaniste ; je suis moi-même socialiste. Il n'y a de bonapartiste que Persigny, mais il est fou. »*

Le régime populiste de Napoléon III a l'originalité de représenter, à la fois, la modernisation et l'autorité. C'est l'empereur lui-même qui décide et gouverne en maître, tout au moins pendant les premières années de son règne. Aucune résolution n'est prise sans son consentement. Il n'admet ni les pressions ni les remarques de ses ministres. Pourtant, les percées modernistes, voire démocratiques, sont indéniables.

Politiquement, Napoléon III instaure, pas à pas, un climat de convergence entre des forces hier désunies. C'est son habileté à récupérer les opposants qui lui permet de rallier la bourgeoisie, les secteurs-clefs de l'orléanisme, la paysannerie et une grande partie de la classe ouvrière, tout en conservant les mesures policières et le refus de certaines libertés républicaines. Cependant l'action politique du bonapartisme est jugée efficace.

1870. C'est la chute de l'empire. Durant presque 20 ans, d'une manière difficile à expliquer, le peuple lui restera acquis jusqu'à la fin. Et si le bonapartisme est un épisode politiquement baroque de l'histoire politique de la France, c'est en variante populiste qu'il faudra l'interpréter.

## **Le populisme boulangiste**

La fin du XIX<sup>e</sup> siècle est une période politique trouble. Le boulangisme est chargé de beaucoup de maux. Les historiens, sauf rares exceptions, ont écrit une légende maudite sur le mouvement boulangiste. La III<sup>e</sup> République vacille. Cet épisode est loin de trouver des réponses suffisantes dans les théories et idéologies classiques.

Boulangier est accusé des pires tendances de l'époque : le nationalisme chauvin, l'antisémitisme, l'anti-républicanisme. Or, il aurait fait, quelques mois avant sa mort, la réflexion suivante : «Je me suis aperçu que j'étais plus socialiste que ceux qui étaient autour de moi et qui prétendaient l'être.»

Une chose est certaine : le boulangisme, comme tous les populismes, est l'expression d'une crise de société et des valeurs républicaines. C'est après la mort prématurée de Gambetta, à 44 ans, en 1882 que s'approfondit une nouvelle période d'ambiguïtés et de troubles. C'est une crise qui plonge l'économie française dans la banqueroute. Le crash économique de 1882 confirme les craintes de la population et les innovations technologiques sont vécues comme une menace. Une contestation grandissante se nourrit de la nostalgie et d'un sentiment de refus contre la toute puissance de l'argent. Tout le monde ressent une inquiétude exacerbée. C'est la peur d'un effondrement. L'idée monarchiste reprend une place centrale.

La « Ligue des patriotes » est le premier mouvement à s'imposer la tâche d'un rassemblement national par-delà les partis politiques. Le poète et journaliste Déroulède fut son porte-parole. Il parlera au nom des «dégoutés». C'est une formation politique peu organisée, mais virulente, qui entendait d'une manière diffuse représenter la composante affective de la mouvance républicaine.

Rappelons brièvement l'ascension vertigineuse et la chute dramatique du général Boulanger. Officier de carrière à l'ascension rapide, c'est grâce au duc d'Aumale que Boulanger est nommé général de brigade en 1880 et remarqué par les hommes politiques en place. Il incarne un mélange de nationalisme et de républicanisme. Clemenceau voit en lui un instrument pour rendre l'armée républicaine. Il est nommé ministre de la Guerre dans le gouvernement de Freycinet. L'image de réformateur lui est attachée. Sa popularité augmente de jour en jour, autant auprès de la troupe que des secteurs populaires.

Pour l'opinion publique, le républicanisme a trouvé en Boulanger son « champion ». D'ailleurs, le peuple reconnaît en lui le défenseur de l'honneur national. D'où la gêne de la classe politique. Clemenceau, lui-même, regarde d'un mauvais œil ce général trop ambitieux et si populaire. Un rempart anti-boulangiste s'organise au nom de l'anti-populisme. Il sera limogé. C'est le déclic d'un vaste mouvement de protestation populaire.

La crise du régime s'approfondit. Le boulangisme fait figure d'alternative y compris pour les secteurs ouvriers fortement politisés. Ainsi, des sensibilités diverses s'organisent autour de leur chef charismatique. Et la Ligue des patriotes de Déroulède le soutient ouvertement.

Les monarchistes sont en plein désarroi, leur déclin politique est inexorable et le spectre de l'atomisation les hante. Alors, Boulanger leur semble être un bon levier contre la domination républicaine. Certes, l'alliance avec les monarchistes est purement tactique, mais elle est d'autant plus mal vécue que personne n'est dupe.

L'agitation gronde.

Boulanger récuse devant ses juges les accusations de vouloir provoquer la chute du régime avec ces mots : « Pour quoi que ce soit et à quelque époque que ce soit, je ne ferai d'alliance avec les ennemis de la République. » Mis à la retraite, désormais, Boulanger se lance dans la politique avec un slogan en trois mots : dissolution, révision, constituante. Le général s'exprime avec force : « Ce n'est pas entre républicains et monarchistes que va s'engager la prochaine lutte électorale. Elle va s'engager entre les oligarques épris du parlementarisme d'une part, et les démocrates de l'autre. » Le clivage droite-gauche (pourtant si présent à l'époque) tend à s'éclipser.

C'est la vague déferlante des boulangistes. Élu le 15 avril 1888, à une large majorité, député du Nord, fief de la gauche républicaine, Boulanger dénonce le vide du parlementarisme et l'opportunisme républicain. Or, la machine boulangiste finit par se gripper. Boulanger veut rassurer ses alliés monarchistes et donner des gages aux cléricaux. Cela irrite ses partisans les plus proches : Déroulède et son état-major composé d'anciens radicaux. D'ailleurs, il est inculpé d'atteinte à la sûreté de l'État et condamné par contumace. C'est l'exil à Bruxelles. La fuite du général, jugée honteuse, désorganise le mouvement et le discrédite aux yeux des électeurs.

C'est sans surprise qu'il est privé de ses droits de citoyen. Par conséquent, inéligible. En réalité, lors des élections à deux tours de septembre 1889, les jeux étaient déjà faits. Les monarchistes n'appuient pas, au deuxième tour, les candidats boulangistes. Une quarantaine de députés boulangistes forment le dernier pré carré du général. C'est le moment historique de la défaite du mouvement boulangiste.

### **De Gaulle : le populisme national républicain**

Le populisme chez De Gaulle se trouve dans sa volonté de « républicaniser » le nationalisme au nom de la volonté populaire. Car assez tôt il décrit ses trois idées forces : la mission, l'indépendance et la puissance de la France. Incontestablement, il s'est imprégné de l'histoire de

France qu'il assume en bloc. Dès ses premiers ouvrages, l'étendue des obstacles, la réalité des pesanteurs, les legs de la tradition, l'image et les comportements des Français, les dimensions fondatrices de la France et de son armée, lui semblent former un tout. Car, il est conscient que «suivant les époques, le caractère sera, tour à tour, recherché ou tenu à l'écart.» D'autant plus que seule «une lame de fond pousse au premier plan l'homme de caractère».

L'histoire montre des exemples d'hommes intelligents. A l'intelligence, répond encore De Gaulle, il faut ajouter le caractère, l'intuition et l'instinct : «l'esprit français y est-il plus particulièrement porté par son goût prononcé de l'abstraction et du système, son culte de l'absolu et du catégorique qui lui assurent de clairs avantages dans l'ordre de la spéculation, mais l'exposent à l'erreur dans l'ordre de l'action.»

De réflexion en réflexion, le soldat cède la place au politique qui s'affirme avec vigueur. Ce n'est pas une vraie doctrine, mais une politique des circonstances, reposant sur l'acceptation du sens de l'équilibre des possibles, afin de rendre durable l'œuvre commune si passionnément construite. L'homme public joue le rôle principal en temps de paix. La guerre offre à son tour au chef militaire la scène. Or, «que l'un manque la réplique et, pour les deux, tout est perdu».

Le 18 juin 1940, le général De Gaulle rentre dans l'histoire avec son refus catégorique à la résignation et à la collaboration. C'est le début du mythe gaullien et d'une prophétie historique réalisée. Toute l'énergie charismatique du chef, jadis théorisée, se met au service de la France, de ses symboles et de la lutte pour la résistance.

C'est le temps où la politique s'efface devant la guerre.

Inutile de refaire l'historique de la Libération.

L'idée d'un grand parti de la Résistance est avancée, mais n'aboutit pas. De Gaulle refuse de prendre la direction d'un parti unique. Il préfère créer les bases de la réconciliation et d'un nouveau départ de l'unité nationale. Or, l'État est impuissant dans un système de partis. La perpétuelle effervescence politique divise le peuple. Le résultat est la désaffection des citoyens à l'égard des institutions. Par conséquent, il faut, dit-il, que l'exécutif ne procède pas du Parlement.

De Gaulle démissionne en janvier 1946. Il se place dans l'opposition. En mars 1947, il lance un mouvement politique : le Rassemblement du peuple français (RPF). Déçu, il renonce à l'action parlementaire, et dissout le mouvement. Il s'installe à Colombey-les-Deux-Églises. La plume reprend la place de l'épée.

1958. C'est le retour au pouvoir. Le gaullisme se rebiffe et le général assume une crise parlementaire aiguë qui le conduit à réaliser son projet de créer un exécutif fort, un État maître de ses décisions et une diplomatie capable de redonner du lustre à la grandeur de la France. Mais le général de 1958 n'est pas exactement le même que celui de 1940 ou 1947, si les objectifs restent les mêmes, la forme change considérablement. Il persiste encore à refuser la polarisation droite-gauche. Pour De Gaulle, l'union de la France, malgré la reconnaissance de l'existence de familles idéologiques différentes, reste l'aspiration centrale de son projet politique.

Ainsi, le gaullisme partage avec certains mouvements de type populiste quelques caractéristiques, sans perdre pour autant sa propre identité. A savoir : premièrement, la composante

transclassiste, afin de dépasser le clivage gauche-droite ; deuxièmement, la composante étatiste, car l'autorité de l'État. reste une question centrale ; troisièmement, la composante charismatique, incarnée dans l'homme capable d'embrasser la vision longue et la vision instantanée ; et, quatrièmement, enfin, la composante mythique d'une certaine idée de la France.

En définitive, ces composantes marquent la pensée gaullienne et correspondent, en grande mesure, à la logique du populisme moderne. Les traits de la volonté sont profonds : une exhortation à l'effort collectif, l'énergie positive devant l'adversité, le réalisme à l'intérieur d'une certaine chimère chrétienne, le réalisme et le sens de l'histoire. C'est un pragmatisme qui refuse la facilité, en fonction d'une vue stratégique, la grandeur de la France, mais qui ne néglige pas les méandres de la tactique politique, voire de la guerre.

### **Poujade : le corporatisme populiste**

Pour certains, l'attitude de Poujade est d'une rare originalité. Le vote «Poujade» reste encore un mystère. Son populisme fait référence historique. Pourtant, le paradoxe veut que Poujade prenne une retraite politique avant même d'avoir commencé une carrière. Car, la montée populiste du mouvement poujadiste est aussi rapide que sa descente. Entre 1953 et 1958 le poujadisme traverse la vie politique comme un météore en laissant un souvenir durable.

Poujade prend la route au sens propre et figuré en parcourant la France en défense des petits commerçants. Une plate-forme revendicative est élaborée dans la précipitation le 19 octobre 1953 à Gramat (Lot). Mais, le contexte est difficile. La chute de Dien Bien Phu et la constitution du gouvernement de Mendès-France jettent dans l'ombre la poussée poujadiste. Paradoxalement, c'est la période d'expansion et l'expérimentation de nouvelles méthodes d'action directe. Lentement les réunions prennent de l'ampleur et la légende de Poujade commence à se répandre. Les affrontements avec les forces de l'ordre se font plus fréquents.

La presse nationale et le grand public découvrent le phénomène Poujade. En janvier 1955 le poujadisme fait une démonstration de force : Paris est investi par des milliers de manifestants. Avec hésitation, le mouvement se métamorphose et s'étoffe. Un thème articule désormais l'action du mouvement : l'union française. C'est une manière de rapprocher toutes les classes qui se sentent menacées et la formule pour récupérer tous les déçus de la politique. Un discours simple et provocateur: «contre la politique de l'abandon, abandonnons la politique ». Il fait mouche. En 1956, le mouvement obtient 11,6 % des voix et 52 députés. Pourtant, Poujade n'a pas voulu se porter candidat dans une vague qui l'aurait sûrement porté au Parlement et peut-être au delà.

Le poujadisme politique s'arrête presque aussitôt qu'il avait commencé. Le potentiel de révolte du poujadisme ne résiste pas au jeu politique parlementariste. Poujade lui-même n'arrive pas à arrêter la dérive de son groupe de députés.

La fin de la IV<sup>e</sup> République est aussi la fin de Poujade. Or, l'essence du poujadisme politique reste et continue à inquiéter. Pure révolte contre l'impôt ou révolution contre l'État ? Question difficile à trancher. Mais les grands thèmes du poujadisme forment le plus petit commun dénominateur de tous les populistes. Évoquons-en quelques-uns : L'État ne protège plus les citoyens. La démocratie n'existe plus. Les élites ont trahi et trompé la confiance des «petits» au profit des «gros». Le capital étranger tire les ficelles de l'économie. Les intellectuels sont coupés de la réalité. Les parlementaires sont corrompus. La devise du mouvement : servir et non point se servir. La crispation entre la campagne et la ville. L'imagerie est révolutionnaire : les droits de l'homme, le tiers-état, les états généraux. Et la mystique accompagne les mythes. Ainsi, la mission des populistes est une croisade. C'est dans cette dynamique que la relation au chef est établie.

### **Le Pen : un néo-fascisme masqué de populisme.**

Le lepénisme est un faux-vrai populisme. Sa persistance, sa consistance et son enracinement sont des indices sociologiques qui ne trompent pas. Son idéologie non plus. Le Front national (FN) s'inscrit dans la continuité idéologique de la droite collaborationniste et néo-fasciste. Le F.N. incarne le passé vichyste refoulé. D'où l'erreur de lui attribuer la simple étiquette de «national populiste».

Le socle de l'idéologie frontiste est fait d'exclusion et de racisme refoulé, ce qui ne correspond pas aux autres courants et mouvements populistes.

Rappelons que le FN prend l'emblème de la flamme tricolore, sa structure et une grande partie de son programme au MSI, mouvement néo-fasciste italien, devenu un parti de gouvernement avec S. Berlusconi. Le F.N. est un amalgame idéologique et le parti de la contre-révolution sociale autoritaire et conservatrice.

Le charisme de Le Pen, reconnu par tous, est un mélange de prophétisme, de césarisme et de populisme dans un physique, carré et agressif, qui dégage une force étonnante. Cet homme, ancien parachutiste, a gardé de sa jeunesse un goût sportif pour la politique. Il aime le corps à corps. Les mots et les gestes sont des armes de combat. Ses déplacements sur scène ont l'allure énergique et souple d'un fauve en cage. Le regard est perçant et hautain, le menton dominateur. Tout évoque en lui l'attitude autoritaire. L'optimisme personnel à toute épreuve est associé à un fort pessimisme sur l'avenir, la nature humaine et la société moderne.

Les autoréférences sont révélatrices d'un «moi» surdimensionné. Que pense Le Pen de Le Pen ? : « Moi, on le sait, je suis l'ordre, le mâle, le père, le soldat, le droit, la règle...» Une autre remarque : «Je suis fier d'être super-Dupont, d'être le Zorro des français, le Robin des Bois.». Mais, si c'est par le verbe que J.-M. Le Pen s'impose habituellement, son discours est toujours d'une remarquable ambiguïté aux dérapages calculés. C'est une parole rhétorique qui se double des habiletés d'un équilibriste et d'un illusionniste, dont le but est de déstabiliser l'adversaire et de convaincre les partisans.

Les dérapages verbaux éclairent le fond idéologique de la pensée profonde de J.-M. Le Pen. Son racisme féroce, détourné, sournois, sarcastique, lui a valu d'être condamné pour antisémitisme à plusieurs reprises. Il sait que là se place la ligne de démarcation entre populisme et néo-fascisme.

C'est à la faveur de ce discours que le F.N. est devenu un vrai parti politique. Mais, contrairement à tous les populismes connus, il possède une organisation solidement structurée et bien conditionnée. Ainsi, son succès n'est pas imputable uniquement aux talents d'orateur et de manipulateur médiatique de J.-M. Le Pen, mais aussi à un appareil bureaucratique, capable d'orienter le travail de terrain de centaines de militants.

Dans les faits, l'organisation frontiste correspond, curieusement, au parti léniniste de «nouveau type». A savoir : une hiérarchisation forte, des rôles fixes, la centralisation et la verticalité des fonctions, l'autocratie du commandement, la discipline presque militaire, la cohésion idéologique. Un «conseil national scientifique». Un service d'ordre, fort de dizaines d'hommes, le DPS (défense, protection, sécurité), sorte de garde paramilitaire, directement rattaché à J.-M. Le Pen. Le culte du chef charismatique est total.

Le socle idéologique du F.N. est lié à la logique de l'exclusion mutuelle. L'identité nationale est traitée comme une opposition entre le «nous» et l'«eux». C'est là que la figure de l'étranger est à la fois troublante et perçue comme une menace vitale. L'immigration et les migrants sont assimilés à un fléau social. La santé de la nation est en danger. Il est grand temps d'extirper les agents pathogènes étrangers qui dégénèrent la culture et précipitent la décadence de la civilisation française. Un idéologue frontiste l'annonce d'une manière ouverte : la violence évite de longs discours.

En octobre 1966, B. Mégret déclare dans le journal *Présent* : «La stratégie que je préconise n'a rien à voir avec celle de Gianfranco Fini, qui, en Italie, a renoncé à son programme et a totalement affadi son mouvement pour le laisser passer sous les fourches caudines de l'establishment. Moi qui ai mis en œuvre la préférence nationale à Vitrolles (...) je n'accepterai jamais que le mouvement se compromette et abandonne quoi que ce soit de ses valeurs et de son projet.»

C'est depuis l'élection municipale à Dreux en 1983 que le FN s'est implanté localement, faute de représentation nationale. Ses opinions couvrent un large spectre politique à droite et à gauche.

Cela explique que, malgré l'ostracisme, la rupture et l'éviction de Mégret et de ses amis en 1999, ni le FN ni l'image de J.M. Le Pen ne se soient affaiblis. La preuve sera son inimaginable performance lors de l'élection présidentielle de 2002 : Le Pen élimine le candidat socialiste au premier tour et totalise plus de 20% au second contre J. Chirac. Certes, en 2007, il subit une contre-performance, mais le FN reste un parti fort avec une capacité de mobilisation encore importante. Son avenir dépendra à la fois de sa capacité à négocier l'après Le Pen et à endiguer l'érosion provoquée par la présence de M. Sarkozy.

**Bernard Tapie : un populisme à visage médiatique**

B. Tapie représente une forme insolite de populisme médiatique. C'est le fruit des années « fric » et de la transformation libérale du parti socialiste. Son entrée en politique reste un paradoxe étonnant et son ascension un cas d'école fulgurant. Pion dans l'échiquier politique de F. Mitterrand, fait de ruses et de jeux tactiques, Tapie réussit à tout brouiller.

Avec une surprenante maîtrise de la communication, Tapie excelle à ce moment dans l'art de séduire et de fabriquer l'information. Toujours à l'aise sur un plateau de télévision, il fait exploser l'audimat. L'asthénie sociale et la technocratisation du personnel politique contribuent à faire de Tapie l'homme de la situation. Voici un personnage ordinaire qui se produit en direct à la télévision pour dire des choses simples, ouvrir un dialogue, animer la politique d'une vivacité parfois drôle et toujours stimulante.

Dès 1985, la force de Tapie est de brûler toutes les étapes et d'occuper tous les espaces. Les résultats des sondages le portent au zénith. Ici et là, les interventions de Tapie provoquent un intérêt amusé, et apportent du crédit à une rénovation de la politique. La présidence du club de football l'Olympique de Marseille en 1986 augmente non seulement sa popularité, mais crédibilise ses visées politiques. Même ses déboires financiers et judiciaires n'entament pas sa popularité. Il porte la baraka. Ainsi, personne n'est surpris de son passage à la politique sans projet ni programme, ni doctrine, ni parti. Juste une image débordante d'élan.

La course de B. Tapie à la politique sera endiablée. L'affrontement dans un face-à-face à la télévision contre J.-M. Le Pen le transforme en champion de la gauche. Mitterrand est enthousiaste et le fait savoir, malgré les grincements de dents de l'appareil du P.S.

Député des Bouches-du-Rhône en janvier 1989, Tapie, par son charisme, fait des miracles sur le terrain. Son discours est clair, persuasif, direct, parfois violent, mais perçu favorablement par la masse. Il est l'ouverture proposée par Mitterrand devant un appareil du PS médusé. Le 2 avril 1992, Tapie est nommé ministre de la Ville dans le gouvernement de Pierre Bérégovoy.

La popularité de Tapie agace beaucoup de monde, mais par un tour de passe-passe de Mitterrand, le voici adhérent du Mouvement des Radicaux de gauche (MRG), la petite formation, toujours fidèle à F. Mitterrand, qui rame à côté du PS depuis 1973. Même si, quelques mois auparavant, ses premiers contacts avec les caciques du MRG avaient provoqué chez lui un diagnostic peu flatteur, « ils sont nuls ! » (sic), son arrivée est bien accueillie ; les dirigeants radicaux ne pouvant rien refuser au président. Cependant, quelques-uns boudent sa présence et se retirent dans leurs fiefs, d'autres, plus malicieux, se plient, en attendant un faux pas ou un signe du « château ». Seule une poignée de dirigeants avec Jean-François Hory, nouvellement élu président du MRG, analysent stratégiquement les avantages et les inconvénients de l'arrivée du « populiste » Tapie chez les radicaux. .

Le tandem Tapie-Hory se révèle efficace. L'un reconnaissant les qualités et redoutant les défauts de l'autre. Le discours de Tapie, toujours percutant et personnel, trouve un cadre organisationnel et une image de marque qui suscitent une vague de sympathie et d'adhésions.

L'année 1994 est celle de tous les espoirs. La médiatisation est extrême. Les affaires de l'O.M. et le zèle des juges à l'encontre de Tapie provoquent un effet paradoxal : Tapie devient un martyr et une victime. Les sondages lui sont toujours favorables. Les appareils de gauche et de droite l'accusent de tenir des propos populistes.

A l'élection européenne du 12 juin 1994, Tapie exulte : 12,5 % des voix et représentant deux millions et demi d'électeurs. Le PS s'effondre (14,5 %). Rocard est déstabilisé. Un congrès extraordinaire du MRG lui prépare un tremplin présidentiel avec le projet d'un grand pôle de gauche, réformiste, ouvert et indépendant. Tout semble possible.

Or, Tapie se trouve empêtré dans des problèmes juridico-financiers. L'appareil administratif, judiciaire et politique grince. La menace d'une levée de l'immunité parlementaire se dessine dangereusement. C'est la course contre la montre. Car l'annonce de sa candidature est liée à ses affaires en cours. Tapie est acculé. Ses déboires s'aggravent ! Il est condamné à la prison ferme. Il en sort avec de nouveaux projets, mais cette fois-ci éloignés de la politique : le cinéma et un livre «Librement» qui retrace et explique une partie de son itinéraire et les raisons de l'acharnement judiciaire dont il se juge victime. Plus tard, se révèle un acteur de cinéma, de théâtre et de télévision. Le charme politique est définitivement rompu.